



Westminster & City News

NUMÉRO 5

Du 31 janvier au 6 février 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

La dégradation des prévisions de croissance de la BoE conduirait à générer un déficit budgétaire – Sous l'hypothèse des nouvelles perspectives de croissance annoncées par la BoE, les finances publiques britanniques pourraient enregistrer un déficit de 12 Md£ d'ici 2022-23 selon les calculs du *Financial Times* basés sur une modélisation de l'*Office for Budget Responsibility*. Ces chiffres sont très éloignés de ceux annoncés par le chancelier Sajid Javid, qui vise un objectif de croissance entre 2,7 % et 2,8 % afin d'atteindre l'équilibre budgétaire d'ici trois ans avec un surplus de £5bn. La trajectoire envisagée par la BoE conduirait le chancelier à considérer des mesures d'austérité et une augmentation des taxes avant la sortie de son budget le 11 mars pour s'assurer que celui-ci soit approuvé par le Parlement.

La quasi-totalité des *councils* pourraient augmenter la taxe d'habitation cette année – Presque tous les *councils* (97 %) prévoiraient d'augmenter leur taxe d'habitation en 2020-21 pour faire face à l'augmentation de leurs dépenses selon un [rapport](#) alarmiste du *Local Government Information Unit and Municipal Journal*, la plupart (93 %) prévoyant de l'augmenter de plus de 1,5 %. En outre, plus de la moitié des *councils* auraient dû modifier leurs plans de financement pour 2020-21 à la suite de la hausse des taux d'intérêt de leurs emprunts auprès du *Treasury* intervenue en octobre 2019, tandis que 23 % prévoiraient de se tourner vers les marchés via l'Agence d'émission d'obligations sub-souveraines britannique (UK Municipal Bonds Agency), comparé à 7-14 % depuis 2015. Enfin, 75 % des *councils* envisageraient d'investir dans des projets d'immobilier commercial cette année, toujours en vue de diversifier leurs sources de revenus pour faire face à la diminution des subventions du gouvernement central.

L'écart de productivité interrégional est au plus haut depuis cent ans – Les écarts de productivité interrégionaux auraient atteint un niveau tel que le plan d'investissement public de 100 Md£ de S. Javid dans les infrastructures locales et la formation de la main d'œuvre n'aurait qu'un effet limité sur la croissance et la productivité de long terme des régions selon une [étude](#) du think-tank *NIESR* qui fait écho à un autre [rapport](#) de l'*Industrial Strategy Council*. Ce faible niveau de retour sur investissement serait dû au fait que la hausse de l'activité du secteur public amputerait automatiquement celle du privé compte tenu de la tension actuelle du marché du travail (effet d'éviction). Le maire (travailliste) du Grand Manchester A. Burnham, qui a salué la volonté du gouvernement de réorienter les dépenses publiques d'infrastructure à l'extérieur de Londres vers les régions du nord de l'Angleterre, a appelé B. Johnson à subventionner des réseaux de bus « comme à Londres » pour « niveler par le haut » les régions du nord.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Le rebond des indices PMI pourrait signaler une croissance plus forte qu'attendue au T1 – Le PMI composite est passé en zone d'expansion en janvier atteignant 53,3 (contre 49,3 en décembre). La hausse de l'indice composite a été principalement soutenue par le PMI du secteur des services, qui a progressé à 53,9 (contre 50,0 en décembre). Les PMI des secteurs manufacturier et de la construction ont également augmenté, atteignant respectivement 50,0 et 48,4 (contre 47,5 et 44,4 en décembre). Cette amélioration des indices d'activité est le reflet de la baisse des

incertitudes post-élection et signale une possible relance de l'activité, notamment pour les secteurs de la construction et des services. Le niveau actuel du PMI composite (au plus haut depuis septembre 2018) a dans le passé conduit à une croissance du PIB de +0,3% en glissement trimestriel, au-dessus des attentes de la *Bank of England*, actuellement à +0,2%.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Le gouvernement s'oppose à l'alignement du cadre réglementaire britannique sur le cadre européen – Dans son [discours](#) du 4 février 2020, au cours duquel il a présenté les orientations de son gouvernement pour la négociation de la relation commerciale future avec l'UE, Boris Johnson a affirmé que le RU ne se contraindrait pas à aligner son cadre réglementaire sur le cadre européen. En matière de services financiers, le gouvernement [souhaite](#) que l'accord exige des deux parties qu'elles fournissent un environnement prévisible, transparent et favorable aux prestataires de services financiers, garantissant la stabilité financière, apportant une certitude aux entreprises et aux autorités de régulation, et comportant des obligations en matière d'accès au marché et de concurrence loyale. Le gouvernement souhaite aussi mettre en place un mécanisme structuré de gestion des régimes d'équivalence. Les propos de Boris Johnson ont cependant suscité des craintes de la City qui s'inquiète de perdre son accès au marché européen en cas de divergence du cadre réglementaire britannique.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

Londres est la première place en dehors de la Chine continentale pour les opérations en RMB – Selon un rapport de [City of London Corporation](#), presque 3 000 Md-RMB ont été compensés à Londres en septembre et novembre 2019 (+ 23 % en glissement annuel). Le volume quotidien des échanges en RMB s'est élevé à 82 Md-RMB en moyenne entre juillet et septembre 2019 (+ 4,29 %). Entre janvier et novembre 2019, 41 obligations « dim sum » (émises en RMB mais hors de Chine) d'une valeur totale de 15 Md-RMB ont été émises sur le marché de Londres. Ces chiffres confortent la place dominante de Londres dans le marché des devises étrangères en général, et du RMB offshore en particulier. Selon le rapport, Londres serait la première place financière en dehors de la Chine continentale pour les opérations en RMB (43 % des transactions), devant Hong-Kong (24 %), les Etats-Unis (7 %), Singapour (6 %) et la France (5 %).

La FCA appelle les banques à un traitement plus adapté de leurs clients en situation de surendettement – Depuis mars 2018, le montant des frais de découvert a été réduit et les banques sont tenues de relancer pendant 36 mois leurs clients en défaut de paiement avant d'envisager une suspension de la carte de crédit et sur la base d'une décision qui doit être dûment justifiée. Or, dans une [lettre](#) adressée aux sociétés de crédit, la FCA s'inquiète de pratiques abusives de certains prêteurs qui auraient recours à un retrait systématique de la carte de crédit sans informer leurs clients d'autres options possibles. En particulier, certains clients ne seraient pas informés de leurs droits à réduction, échelonnement ou annulation des frais de découvert. Les banques sont donc appelées à renvoyer à l'ensemble de leurs clients des courriers rappelant les dispositifs mis à leur disposition en cas de situation de surendettement. Sur 30 millions de titulaires de cartes de crédit, 1,6 million de clients seraient concernés par des plans de surendettement sur 3 ou 4 ans.

L'Inde pourrait devenir un partenaire clé pour la City - Dans une tribune parue dans [CityAM](#), Catherine McGuinness, DG de *City of London Corporation* vante les mérites d'un approfondissement du partenariat entre le RU et l'Inde. Pour l'instant modestes par rapport aux échanges avec l'UE ou les Etats-Unis (450 M£ d'échanges en matière de services financiers sur un total de 20Md£), les relations entre RU et Inde pourraient bénéficier du fort potentiel de développement économique de l'Inde, compte tenu de sa démographie de 1,3 milliard d'habitants et de sa croissance économique de près de 7 %. La City est déjà très engagée en Inde depuis 12 ans avec l'ouverture d'un bureau de représentation à Bombay, et Londres a déjà accueilli près de 15 sociétés financières indiennes, dont la State Bank of India. La City est également le premier centre mondial des obligations libellées en roupies. Selon C. McGuinness, les liens entre le RU et l'Inde continuent de se développer dans les domaines des nouvelles technologies, des assurances et de la finance verte, et un nouvel accord commercial serait en préparation

BANQUES

Shriti Vadera de Santander UK va prendre la tête de Prudential – Candidate malheureuse au poste de gouverneur de la BoE, Shriti Vadera va finalement quitter la présidence du conseil de Santander UK pour celle de Prudential, une des plus grandes sociétés d'assurance britanniques. En octobre 2019, M&G Prudential s'était séparée en deux (« *demerge* »), M&G se concentrant sur les marchés britannique et européen et Prudential sur

l'Asie, l'Afrique et les Etats-Unis. Selon le *Financial Times*, Shriti Vadera pourrait superviser une nouvelle scission de Prudential, cette fois entre ses activités américaines et asiatiques. Ancienne conseillère de Gordon Brown, Shriti Vadera a été ministre de l'aide au développement, de l'économie (BEIS) et du *Cabinet Office* entre 2007 et 2009, avant de rejoindre Santander UK en 2015. La banque, très impactée par la concurrence accrue sur le marché des prêts hypothécaires, a affiché en 2019 des résultats avant impôts en baisse (981 M£, - 37 % par rapport à 2018) pour la troisième année consécutive.

La croissance des prêts émis par les banques « challengers » ralentit en 2019 – Selon le [cabinet de conseil BDO](#), le volume des prêts contractés par 19 banques dites « challengers » (acteurs créés après la crise financière pour concurrencer les grandes banques de détail) a augmenté de seulement 3 % en 2018-19, soit son plus faible taux depuis 2012-13. Selon BDO, les incertitudes liées au Brexit et la révision à la baisse par les banques de leur appétence pour le risque expliquent ce ralentissement. Malgré cela, le cabinet note que le volume total des prêts émis par les challengers a doublé au cours des cinq dernières années, s'élevant ainsi à 115 Md£ en 2019. Compte tenu de l'importance grandissante de ces acteurs, les superviseurs ont accru leur activité de contrôle et de surveillance. En juin 2019, la PRA avait envoyé [une lettre](#) aux dirigeants des *challengers*, leur demandant de maintenir des exigences élevées en matière de souscription des prêts afin de réduire l'impact d'un potentiel ralentissement économique.

Barclays n'a toujours pas amélioré sa politique de lutte contre le réchauffement climatique - Le Forum des investisseurs, un groupe qui représente les plus grands investisseurs britanniques (18,5 Mds£ d'actifs), a épinglé Barclays pour ses pratiques en matière de financement des énergies fossiles et qui la place très en retard par rapport à ses concurrents européens. En mai 2019 déjà, Barclays avait dû faire face à une résolution d'un groupe d'actionnaires demandant à ce que la banque publie un plan de décarbonation progressive de son portefeuille. Selon *ShareAction*, l'organisation caritative qui a coordonné la résolution sur le changement climatique, Barclays aurait contribué à hauteur de plus de 85 Md\$ aux financements de projets et d'entreprises à forte intensité de carbone depuis la signature de l'accord de Paris en 2015, la plaçant au 6^e rang mondial des bailleurs de fonds pour les combustibles fossiles et au 1^{er} rang européen pour le niveau de financement des combustibles fossiles. Barclays n'a toujours pas exclu de financer des projets ou des entreprises impliquées dans le charbon ou les sables bitumineux.

AUDIT

Le régulateur comptable renforce sa mission de surveillance réglementaire – Le *Financial Reporting Council* (FRC) a [annoncé](#) une refonte de ses fonctions de supervision et de contrôle qui devrait permettre de réduire le temps de traitement des enquêtes et d'accélérer la prise de décision leur faisant suite. Le régulateur prévoit notamment d'augmenter les prélèvements volontaires des cabinets contribuant à son budget de 5,5 M£ à hauteur de 47,2 M£ afin de recruter une centaine d'avocats et auditeurs spécialisés dans la comptabilité judiciaire pour améliorer la conduite des enquêtes. Le FRC devrait par ailleurs encore renforcer la surveillance des cabinets du *Big 4*, de BDO et de Grant Thornton en augmentant de 25 % le nombre de contrôles de leurs audits et en élargissant leur champ aux grandes entreprises privées et non plus aux seules grandes sociétés cotées et institutions financières. Le FRC devrait être remplacé par un nouveau régulateur cette année, l'ARGA (*Audit, Reporting and Governance Authority*).

CONCURRENCE

L'autorité de la concurrence lance une revue sur la concurrence et l'efficacité des marchés – La CMA [entame](#) son évaluation annuelle de l'état de la concurrence dans les différents secteurs de l'économie en vue d'améliorer le fonctionnement des marchés, stimuler la croissance de la productivité et davantage protéger les consommateurs contre les pratiques frauduleuses des entreprises. La revue devrait permettre d'identifier les secteurs où la concurrence est défaillante.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Laura Guenancia, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 6 février 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,5%	1,7%
PIB en glissement trimestriel (T2 2019)		-0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,9%	1,0%
Inflation (IPC)		2,0%	2,2%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,1%	2,0%
	Consommation	1,8%	2,3%
	Dépenses publiques	1,3%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,6%	2,4%
	Importations (B&S)	4,0%	3,0%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,1%	1,3%
	Secteur de la construction	1,5%	3,9%
	Secteur des services	1,9%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,2%	0,4%
	Ventes au détail	3,9%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,3%
Taux d'emploi		76,1%	75,3%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	2,6%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,3%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Taux d'épargne des ménages		4,5%	4,9%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,3%	-2,0%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	83,1%	84,3%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,5%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,14	1,14
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.